

Maxime Durand

Notes pour un anticapitalisme contemporain

Critique communiste n°98, Été 1990

Le titre même de cet article souligne son caractère provisoire. Il s'agit de se jeter à l'eau pour essayer de répondre avec un peu de recul à toute une série d'interpellations de l'actualité économique et politique : relative bonne santé du capitalisme, effondrement des systèmes bureaucratiques à l'Est et, de manière générale, perte de substance de l'idéal socialiste soumis de manière paradoxale aux effets conjugués de la crise du stalinisme et de celle du capitalisme. Les différentes propositions sont donc bien loin d'avoir toutes le même degré d'achèvement : si certaines sont assez fortement établies, d'autres sont plutôt des hypothèses de travail ; mais toutes ont pour fonction d'ouvrir le débat.

De la nature de la crise

Au risque de paraître dogmatique, il faut quand même rappeler que, pour l'essentiel, la crise ouverte au début des années 70 constitue une crise dont les mécanismes sont tout-à-fait déchiffrables à l'aide de la grille d'analyse marxiste. Cela ne signifie pas pour autant que la crise implique en soi la montée de l'alternative socialiste. La première raison est que l'on ne peut adopter un schéma tablant sur l'effondrement final du capitalisme. Tout se passe souvent comme si la période actuelle devait inéluctablement déboucher sur une troisième récession généralisée, semblable à celles de 1974-75 et de 1980-82, et qui, cette fois, emporterait le système dans une débâcle dont il ne pourrait plus se relever.

Ce schéma était présent au moins en filigrane dans certaines des appréciations des marxistes révolutionnaires, et c'est en raison de sa prégnance que la manière dont le krach de 1987 a finalement été absorbé a semblé mettre en cause la validité de l'analyse marxiste. Si la relative bonne santé actuelle du capitalisme est par certains côtés une surprise, elle ne suffit pas à invalider l'analyse marxiste de la période car celle-ci, encore une fois, ne consiste pas à dire que le système capitaliste va finir par s'enrayer définitivement, mais que pour se perpétuer, il va être conduit à mettre en œuvre des solutions de plus en plus régressives.

Ce que la critique communiste reproche au capitalisme, ce n'est donc pas de mal fonctionner, c'est la manière même dont il fonctionne. Notre anticapitalisme n'est pas fonction du taux de croissance du PIB. Soit dit en passant, il est bon de rappeler que la montée des luttes à partir du milieu des années 60 a coïncidé avec une période florissante du capitalisme, et il existe beaucoup de raisons permettant de comprendre pourquoi le cycle des luttes suit en gros celui du taux de profit : l'entrée en récession finit par éroder la combativité ouvrière, et la perte de marge de manœuvre des réformistes finit par engendrer l'idée selon laquelle rien n'est plus possible que de faire le gros dos.

Mais si l'on prend un peu de recul, on s'aperçoit que les raisons objectives d'être anticapitaliste il y a 20 ans sont toujours là : la misère dans le monde, les inégalités de richesses et de destins, l'irrationalité du système enfin. Beaucoup d'intellectuels souvent même plus radicaux en principe que les marxistes révolutionnaires sont passés du côté du manche. Mais, quelles que soient leurs motivations, il est surprenant de constater qu'aucun d'entre eux n'a vraiment cherché à montrer de manière systématique qu'ils se seraient trompés sur les raisons mêmes de leur engagement, ou bien que le monde aurait connu de tels progrès que cet engagement aurait perdu sa raison d'être. Ce sont toujours des arguments plus subjectifs qui sont invoqués : « les gens ne veulent plus de la révolution, le socialisme conduit toujours au totalitarisme ». Mais jamais la démonstration n'est faite que le capitalisme se serait suffisamment réformé pour qu'il ne soit plus besoin de le renverser.

Or, les raisons objectives de l'anticapitalisme sont toujours là, exactement comme il y a 20 ans, ou sans remonter si loin, comme au début de la crise. Dans *Les lendemains de la crise* [5] nous menions le procès au capitalisme sur trois terrains : il est incapable d'étendre le développement à l'ensemble du monde, il conduit à une dégradation des conditions de vie des travailleurs, enfin, il ne réussit à utiliser les immenses potentialités des mutations technologiques que de la manière la plus régressive qui soit.

Qu'en est-il quelques années plus tard ? En 1987, le monde capitaliste comprend environ 3,4 milliards d'habitants. Leur revenu moyen est de 3600 dollars par an. Mais la moitié la plus pauvre ne gagne qu'un peu plus de 1200 dollars par an, les deux-tiers gagnent moins de 3000 dollars. Encore ces données sont-elles établies à partir de moyennes par pays, qui masquent par conséquent le degré d'inégalité réel des conditions de vie. Entre 1980 et 1987, pour la première fois depuis la Seconde Guerre Mondiale, le produit par tête a en moyenne reculé dans des zones aussi peuplées que l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Amérique Latine. Les fameux « quatre dragons » d'Asie du Sud-Est (Corée du sud, Singapour, Hong Kong et Taïwan) n'existent que comme exception : ils ne représentent que 1,4 % de la population mondiale (voir article de l'article de Peter Drew dans ce numéro)

Une crise du travail

En 1988, on compte 28 000 000 de chômeurs dans le monde capitaliste : le chômage constitue aujourd'hui une énorme masse de temps de travail potentiel auquel le capitalisme dénie toute utilité sociale, en fonction de ses propres critères. Il y a dans le même temps déni de production, comme on parle de déni de justice, à l'égard des besoins qui auraient pu être satisfaits par cette dépense de travail.

La quantité globale de travail rémunéré a baissé en termes absolus dans la France contemporaine : entre 1970 et 1988, le nombre d'heures travaillées a reculé de 12 %, passant de 38 à 33,4 milliards d'heures annuelles. Dans le même temps, le nombre de chômeurs est passé de 500 000 à 2 500 000, le taux de chômage passant quant à lui de 2,4 % à 10,2 %.

On peut donc parler véritablement de crise du travail, que l'on peut ainsi résumer : toute la logique du capitalisme consiste à élever la capacité productive des sociétés, autrement dit à réduire le temps de travail par unité produite. C'est la base de sa réussite. Mais ces économies de temps de travail ne peuvent être consacrées à n'importe quelle fin : dans l'absolu, on pourrait choisir de produire plus, de travailler moins, mais en pratique, en raison de la logique capitaliste, il faudrait pouvoir recycler ce temps de travail et trouver des secteurs où il pourrait de nouveau être utilisé dans les mêmes conditions de productivité et donc de rentabilité. Faute d'y parvenir, le capitalisme choisit pour commencer la pire des solutions, celle du chômage, autrement dit l'expulsion en dehors de la sphère du travail rentable. Dans ce contexte, la critique marxiste du capitalisme ne saurait moins que jamais se résumer à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit ou au principe de l'inéluctabilité des crises. Elle va plus loin, en remettant en cause le principe même de la loi de la valeur. Citons sur ce point un passage éclairant où Marx dit du capital qu'il est :

« Malgré lui l'instrument qui crée les moyens du temps social disponible, qui réduit sans cesse à un minimum le temps de travail pour toute la société et libère donc le temps de tous en vue du développement propre de chacun. Cependant, il tend toujours lui-même à créer du temps disponible d'un côté, pour le transformer en surtravail de l'autre. S'il réussit trop bien à créer du temps de travail disponible, il souffrira de surproduction, et le travail nécessaire sera interrompu, parce que le capital ne peut plus mettre en valeur aucun surtravail. Plus cette contradiction se développe, plus il se révèle que la croissance des forces productives ne saurait être freinée davantage par l'appropriation du surtravail d'autrui » [15].

Cette citation renvoie à une contradiction propre à l'automation qui surgit pour la première fois sans doute comme dimension significative de la crise actuelle. Alors que les aspects plus classiques de la théorie marxiste suffisaient à rendre compte des cycles et des crises de la première moitié de ce siècle, c'est l'intégralité de la critique marxiste qu'il faut mobiliser pour bien comprendre la portée de la crise actuelle. En ce sens, cette crise réactualise une dimension fondamentale de l'œuvre de Marx que l'économisme de la Seconde Internationale, puis de la Troisième Internationale stalinisée avait fait passer au second plan. Ce type d'affirmation peut paraître un peu déplacé dans le contexte idéologique actuel, mais elle découle immanquablement d'une analyse simplement lucide de la crise du travail aujourd'hui.

Condensons encore cette contradiction en passant à un cas-limite. Admettons une automatisation de la production à peu près intégrale, où la dépense de travail serait réduite à un minimum. C'est ce à quoi tend le développement des forces productives, et c'est presque une réalité dans certains secteurs de la production. Mais comment se forme alors la plus-value, comment se fixe le salaire, comment se répartissent les marchandises produites dans une telle situation ? Il est clair que les critères capitalistes perdent de leur sens et que le capitalisme ne peut plus contraindre l'ensemble de la société à fonctionner selon des critères devenus étriqués, parce qu'il ne couvrent plus l'ensemble des nouveaux problèmes posés à l'économie.

L'hypothèse du néo-fordisme

Pourtant, il y a quelques années plus tôt, Aglietta [1] avait parmi d'autres envisagé la possibilité d'une autre issue à la crise, fondée sur un néo-fordisme ainsi défini : *« Un nouveau régime d'accumulation intensive, le néo-fordisme, sortirait de la crise en faisant progresser l'accumulation capitaliste sur la transformation de la totalité des conditions d'existence du salariat, alors que le fordisme était axé sur la transformation de la norme de consommation privée, la couverture des frais sociaux capitalistes demeurant à la lisière du mode de production capitaliste »*.

En d'autres termes, la crise devait trouver une issue par l'extension aux consommations collectives (santé, éducation, transports...) de ce que le fordisme avait réalisé pour la consommation privée (logement et équipement de la maison, voiture individuelle). C'est un thème que l'on retrouvait chez Attali qui écrivait par exemple : *« La société post-industrielle sera probablement hyper-industrielle. Mais la production y est orientée vers de nouveaux secteurs, substitués aux services collectifs producteurs de demande, à l'école, à l'hôpital. Elle s'appuie sur un nouveau réseau, technologique et social, produisant une demande pour ces objets marchands »* [3].

Le retour sur ces thèses présentées il y a dix ans est important, car cela permet de comprendre ce que le capitalisme n'a pas su faire. D'un point de vue théorique, c'est bien cette issue qui permettait, en renouvelant à la fois les normes de consommation et les procédés de production, de jeter les bases d'une nouvelle phase de croissance. Il s'agissait là d'un corollaire logique de l'approche régulationniste. Or, ce néo-fordisme n'a pas vu le jour, tout simplement parce qu'il s'agissait d'une construction de l'esprit : du côté de la demande, les salariés s'obstinent à vouloir des enseignant(e)s, des infirmier(e)s et des médecin(e)s, des loisirs, du temps libre. Et du côté de l'offre, les nouveaux produits n'existent pas : ce n'est pas avec de médiocres logiciels d'EAO (Enseignement assisté par ordinateur), des appareils à se prendre la tension, ou des brosses à dents électriques que l'on fonde un nouvel âge d'or du capitalisme.

Devant ce fait facile à constater, la réaction des économistes diffère de manière intéressante à observer : Attali, n'étant pas tenu aux critères de la raison scientifique, en raison de l'exceptionnalité de sa pensée, n'est pas revenu sur la société d'« auto-surveillance » qu'il voyait se dessiner il y a dix ans. Aglietta a oublié ses propres réserves, lorsqu'il disait « le fait que cette transformation [néo-fordiste] des fondements du régime d'accumulation intensive soit la seule issue durable à la crise ne signifie pas ipso facto qu'elle soit possible dans le capitalisme » [1]. Aujourd'hui, il suggère au capitalisme d'inventer les normes de consommation nécessaires à sa propre perpétuation, se faisant ainsi l'avocat de l'irrationnel. Boyer, figure typique de l'intellectuel rigoureux a très tôt su reconnaître que cette hypothèse qu'il avait un temps soutenue ne tenait pas la route, écrivant dès 1983 : *« On n'a pas vu pour l'instant l'amorce d'une recomposition significative des dépenses des ménages, ne serait-ce que parce que la pénétration des nouveaux produits tarde à bouleverser les aspects collectifs de la reproduction de la force de travail (santé,*

éducation) et plus encore à dessiner une nouvelle forme d'organisation spatiale des activités. En outre, la généralisation des politiques d'austérité salariale - dictée par les contraintes de courte période - limite ces mutations à de très simples substitutions au sein d'une consommation globale très faiblement croissante » [4].

La non-émergence du néo-fordisme constitue la critique pratique la plus radicale de la thèse régulationniste. Car celle-ci, sous peine de n'être qu'une variante du marxisme, incorpore une thèse implicite très forte, à savoir la capacité à peu près sans limite du capitalisme à engendrer les formes sociales nécessaires à sa reproduction. Presque naturellement, pensait-on chez les régulationnistes au moment de l'arrivée de la gauche, le capitalisme allait « inventer » quelque chose de neuf : on parlait de nouveau contrat social, de nouvelles formes de compétitivité, de nouvelle croissance fondée sur l'électronique et l'information, de révolution du temps choisi, etc. Aujourd'hui, on en est loin, et les régulationnistes devraient bien appliquer à la réalité contemporaine du capitalisme les outils qu'ils avaient mis en forme pour analyser les années de croissance. Car c'est un mode de croissance bien spécifique qui se met en place.

Vers un nouveau mode de régulation du capitalisme

Plutôt que de parler de néo-fordisme, il faudrait plutôt parler de néo-malthusianisme. Malthus n'est pas seulement l'inventeur d'une fameuse loi de population, c'était aussi un économiste tout-à-fait passionnant, qui avait sans doute mieux compris la possibilité des crises que les autres économistes de son époque. Mais c'est aussi l'inventeur d'une intéressante théorie, quant à la nécessité d'une classe de consommateurs improductifs « *comme moyen d'augmenter la valeur échangeable de la totalité des produits* ». Certes, sur le fond, sa démonstration repose sur une erreur que Marx corrigera par l'usage des schémas de la reproduction, mais son intuition quant à un régime possible du capitalisme est tout-à-fait étonnante. Peut-être se demandera-t-on pourquoi diable citer un ouvrage d'économie politique datant de 1820, pour comprendre le capitalisme de 1990. La raison est que cela repose un peu de la vulgarité des idéologues contemporains : la pensée des classiques avait une autre ampleur, et qui plus est, beaucoup de débats ou « théorèmes » contemporains se trouvaient déjà dans leurs textes fondateurs. Qu'on en juge à partir de cette citation :

« Il est fort à désirer que les classes ouvrières soient bien payées, par une raison bien plus importante que toutes les considérations relatives à la richesse ; je veux dire, pour le bonheur de la grande masse de la société. Mais une grande augmentation de consommation parmi les classes ouvrières doit beaucoup augmenter les frais de production ; elle doit aussi faire baisser les profits, et diminuer ou détruire les motifs qui engagent à accumuler, avant que l'agriculture, les manufactures et le commerce aient atteint un haut degré de prospérité. Si chaque travailleur venait à consommer le double du blé qu'il consomme à présent, un tel surcroît de demande, bien loin d'encourager la richesse, ferait probablement abandonner la culture de beaucoup de terrains, et amènerait une grande diminution du commerce intérieur et extérieur » [14].

Tout y est : le jésuitisme, qui agaçait tellement Marx, la contrainte de rentabilité, les coûts de production, la contrainte extérieure. C'est du pur Rocard. Mais ce qui revient en propre à Malthus, c'est sa conclusion ; puisque, selon lui, la consommation des classes productives a tendance à être inférieure à l'offre des produits matériels « *il est absolument nécessaire qu'un pays qui a de grands moyens de production, possède un corps de consommateurs qui ne soient pas directement engagés dans la production* ».

Et Malthus fait très fort lorsqu'il explique que ce sont « les lois primordiales de la nature » qui permettent « qu'une certaine portion de la société pût jouir de loisirs ». Mieux encore « et si cette fraction privilégiée rejetait ce don bienfaisant, non seulement la société perdrait un bien positif qui eût pu être obtenu, mais encore elle souffrirait en masse de cette abnégation de quelques-uns ». Bref, comme résume Marx, Malthus cherche à démontrer la nécessité d'un « *clergé d'Eglise et d'Etat bien gras, afin de créer une demande adéquate* » [16].

Notre thèse est que c'est ainsi que doit fonctionner le capitalisme aujourd'hui. La problématique de Malthus est réactualisée par l'automatisation qui, comme l'écrit Gorz « *abolit les travailleurs en même temps que les acheteurs potentiels. La consommation de la production ne peut être assurée que par des distributions de pouvoir d'achat extérieures au circuit économique classique, c'est-à-dire ne reposant pas sur des échanges marchands et ne rémunérant pas un travail* » [9]. Sur cette voie, les Etats-Unis sont sans doute les plus avancés.

L'exemple américain

A propos des Etats-Unis, il est devenu courant de parler de la « *Great American Job Machine* » (La grande machine américaine à fabriquer de l'emploi) ; en effet les Etats-Unis ont créé 10 millions d'emplois entre 1980 et 1986, quand les quatre principaux pays européens en supprimaient près de 1,9 million, et cela pour une population active équivalente. L'examen des raisons de ce succès permet de dessiner la logique de fonctionnement actuelle du capitalisme.

Les emplois créés ne sont pas en effet n'importe lesquels : dans leur immense majorité, il s'agit d'emplois de services mal payés. Sur longue période (1970-1986), 96 % des emplois, soit la quasi-intégralité, ont été créés dans les services. Ces créations d'emplois correspondent à ce qu'un professeur du MIT, Birch, a appelé un phénomène de « *turbulence* » : elles sont pour l'essentiel le fait de petites entreprises, avec une forte croissance de travailleurs indépendants. Certains de ces emplois correspondent à des services compétitifs, mais cette contribution des emplois « *high tech* » reste modeste, puisqu'elle comprise entre 3 et 17 % des emplois créés, selon l'une ou l'autre des définitions retenues par le Bureau fédéral des statistiques du travail.

Autre caractéristique fondamentale : les bas salaires. Un rapport officiel montre qu'entre 1979 et 1984, le nombre de travailleurs qui touchaient un salaire égal ou supérieur au salaire moyen américain a diminué de 1,8 million, tandis que le nombre de travailleurs qui gagnaient moins que le salaire moyen augmentait de 9,9 millions. Selon Lester Thurow du MIT les travailleurs des services privés ne reçoivent aux Etats-Unis que 67 % de ce que gagnent ceux de l'industrie manufacturière. Dans les services, le lien peut être établi entre salaire et créations d'emploi, et le dilemme est ainsi résumé par Thurow : « *Il n'est pas possible d'avoir tout à la fois des salaires élevés dans les services et une croissance élevée de l'emploi dans les services. Les qualités sociales des deux systèmes dépendent de ce que choisit le pays. L'Amérique a un problème de bas salaires concentré sur les services. La plupart des pays d'Europe ont un problème de chômage élevé qui résulte d'un manque d'emplois dans les services* » [20].

La croissance capitaliste aujourd'hui

Ce rapide examen du cas américain permet de proposer une première schématisation du mode de fonctionnement du capitalisme contemporain. Le processus central est la tendance au fractionnement de l'économie en deux grands secteurs. Le premier est le secteur de l'industrie moderne et des services informatisés et se caractérise essentiellement par des gains de productivité élevés. Ce secteur tend à reproduire les conditions d'un fordisme restreint et peut donc admettre une progression du salaire réel, à condition qu'elle soit compatible avec la contrainte extérieure à laquelle ce secteur est directement soumis. Le secteur moderne, en raison d'une forte productivité qui évolue à un rythme voisin de celui de la production, est peu créateur d'emplois.

Le second secteur est celui des services à faible productivité, par nature plutôt abrités de la concurrence internationale. C'est le lieu privilégié des créations d'emplois, mais l'une des conditions primordiales de la viabilité du système est que les salaires y soient maintenus à un faible niveau. La raison en est évidente : la contrepartie d'une faible productivité qui débouche sur des créations d'emploi ne peut être en effet trouvée que du côté des bas salaires.

Il y a plusieurs habillages possibles à cette thèse, qui renvoie de fait à une tendance nouvelle au labyrinisme généralisé, analysée avec beaucoup de profondeur par Gorz [10]. On ne peut résister ici à la tentation de télescoper différents points de vue.

Par exemple, dans un tout récent article du *Monde*, Vernholes souligne à juste titre que « *la pire des inégalités, la pire des injustices est celle du chômage* » mais c'est pour en tirer aussitôt la conclusion selon laquelle « *relever fortement et rapidement le SMIC ou les bas salaires aurait un effet catastrophique sur l'emploi non qualifié (...) les faits sont là : les très bas salaires en France sont souvent trop élevés pour l'employeur* » [21]. Quant à Sauvy, il a sa petite idée, assez voisine, sur la meilleure façon de régler le problème du chômage : « *Nous devons créer un corps d'hôtesses de maison et de logement spécialistes des deux sexes, bien formés, très efficaces et rémunérés en conséquence. Leur utilité s'affirmera pour d'autres classes de la société : libération, en vue de la profession, de médecin des deux sexes, d'artisans, de commerçants, de fonctionnaires* » [19].

Mais comment ne pas rapprocher ces argumentations de celle de notre cher Malthus, qui ne s'embarassait certes pas de précautions oratoires : « *Il faut aussi observer que les domestiques sont des agents sans lesquels les classes élevées et moyennes ne pourraient pas utiliser leurs ressources au profit de l'industrie. Il n'est personne qui, possédant un revenu de cinq cent livres sterling et plus, consentirait à avoir des maisons, de riches ameublements, des habits, des chevaux, des voitures s'il fallait balayer soi-même ses appartements, broser et laver ses meubles et habits, étriller ses chevaux, enfin faire sa cuisine et surveiller le garde-manger. Remarquons de plus que les services personnels, domestiques ou purement intellectuels, volontairement payés, se distinguent essentiellement du travail nécessaire à la production. Ils sont payés sur le revenu et non sur le capital : ils n'ont aucune tendance à accroître les frais de production et à abaisser les profits. Au contraire, tout en laissant les frais de production dans le même état, ils élèvent les profits, en stimulant la demande des produits matériels* » [14].

Enfin, dernière pièce, tout aussi fondamentale, du dispositif : pour que l'articulation entre production, consommation et répartition du revenu soit correctement bouclée, il est nécessaire que se mette en place une répartition inégalitaire des revenus, assurant des échanges équilibrés entre les deux secteurs de l'économie. La manière dont les riches répartissent leur revenu entre placements, achats de biens industriels et dépenses en services convient mieux aux critères de la dynamique actuelle du capitalisme. Ce n'est donc pas une déformation que l'on pourrait ensuite corriger, c'est bien au contraire une condition même de l'actuelle reprise économique, fondée comme nous l'avions déjà indiqué sur la consommation de plus-value.

L'analyse de ces nouvelles formes du capitalisme qui se mettent en place permet au passage de vérifier l'utilité du marxisme comme instrument critique. Il y a déjà un certain temps que nos propres contributions soulignaient l'émergence de ces tendances [6][8]. Elles viennent d'être confirmées de manière spectaculaire par les données récemment publiées par l'Insee et que résume cette phrase lapidaire : « *En dix ans, les dépenses réalisées par le quart des ménages les plus aisés ont augmenté d'environ 20 % en francs constants, alors que celle des ménages les plus modestes ont stagné. L'écart de consommation entre ménages aisés et ménages modestes s'est accentué* » [13]. La méthode marxiste n'a donc rien perdu de ses capacités à révéler, derrière le fatras des apparences et des discours, les mécanismes sociaux réellement existants.

Les limites du capitalisme contemporain : esquisse de thèses

- Le capitalisme mondial n'assure plus un développement, même inégal, de l'ensemble des pays qu'il régit. Un nombre croissant de pays s'enfoncent dans une grave récession, et les rares exemples de réussite, évidemment montés en épingle, ne sont possibles qu'en raison même de leur caractère exceptionnel.
- Les potentialités ouvertes par l'automatisation en matière de qualification et d'enrichissement du travail sont réelles, mais le capitalisme a tendance à en limiter la portée en leur imposant sa propre logique visant à garantir le contrôle et la subordination de la majorité des travailleurs [7].
- Cette sous-utilisation systématique des potentialités de la technologie vaut également à l'échelle de la planète : la mise en concurrence de formations sociales profondément différenciées selon leur niveau de maîtrise des nouvelles technologies tend à dissocier l'espace économique mondial, et constitue l'un des principaux leviers tendant à l'exclusion de zones entières du processus de développement.

- Face au défi que représentent les progrès de l'automatisation qui viennent inexorablement miner ses critères de fonctionnement, le capitalisme tend à réagir en faisant marcher l'économie à l'envers, autrement dit en cherchant à modeler le mode de croissance de manière à le faire tenir de force dans les limites d'un mode de production désormais étriqué. Alors que s'ouvre, au moins en puissance, l'ère de l'abondance de marchandises, le capitalisme est amené à réaliser un grand renversement, qui est la condition de sa perpétuation. Il doit, pour reprendre l'expression d'Aglietta et Brender, « inventer la consommation » : *« Nous pensons que la ligne directrice pour la rénovation de l'industrie française est la transformation des modes de consommation. Les techniques les plus avancées n'auront de chances sérieuses de développement que si elles trouvent leurs débouchés dans la production des objets industriels polyvalents dont la combinaison sera stimulée par l'invention de nouveaux usages. C'est pourquoi investir dans la consommation, c'est-à-dire réunir les conditions culturelles permettant cette invention est le principe essentiel qui relie l'enrichissement de la démocratie et la reprise de l'investissement »* [2].

- Ce renversement est extrêmement dangereux, car porteur d'une société d'exclusion, fondée sur l'inégalité et la soumission de l'ensemble de la société à des couches privilégiées bien adaptées aux critères économiques dominant et bénéficiant d'avantages relatifs toujours un peu plus tranchés. Cette « barbarie électronique » est en train d'émerger dans les pays capitalistes d'aujourd'hui, éventuellement enrobée dans une idéologie lénifiante des droits de l'homme. L'une de ses composantes les plus pernicieuse est l'humiliation imposée aux « perdants » et la négation même de leur exploitation, sous prétexte de modernisme.

De la supériorité du socialisme

Devant le désastre économique, politique et idéologique du socialisme bureaucratique, le débat semble clos, sans appel : le capitalisme aurait définitivement démontré sa supériorité ou apparaîtrait, pour reprendre la formule classique, comme le moins pire des systèmes.

Il faut affronter une telle affirmation. Car admettre sans le discuter ce type de constat, c'est bien évidemment supprimer la raison d'être de l'identité communiste. Certes le socialisme qui s'effondre à l'Est n'est évidemment qu'une caricature du socialisme que nous voulons. Mais cet effondrement rend encore plus nécessaire d'expliquer clairement en quoi notre projet se différencie des dictatures bureaucratiques, quelles garanties nous apportons quant à la possibilité d'éviter la prochaine fois un processus de dégénérescence, mais aussi, sur le plan économique, pourquoi nous pensons qu'un tel socialisme serait supérieur comme forme d'organisation sociale au capitalisme.

La question qu'il faut poser, en positif, est donc de savoir en quoi une organisation socialiste de l'économie conduirait à des résultats différents de l'économie capitaliste. Laissons ici de côté le tiers monde pour raisonner par rapport aux pays impérialistes. Une première réponse à cette question, qui renvoie à la propagande quotidienne, à la lutte pour des mesures immédiates, se situe en pratique au niveau de la répartition et du droit à l'emploi. Le socialisme serait une société plus juste, garantissant le plein emploi de tous ses membres et répartissant le revenu de manière plus équitable. En admettant qu'un tel système ait quelque chance de se stabiliser, ces éléments, certes constitutifs de l'alternative socialiste, ne suffisent pas à définir pas un mode de fonctionnement socialiste de l'économie.

Le capitalisme, un « optimum » ?

On peut d'ailleurs penser que si l'on raisonne en statique, le capitalisme fonctionne au mieux possible. C'est toute la discussion sur l'équilibre et l'optimum qui fonde ce que l'on appelle la micro-économie et dont le théorème central peut en somme s'exprimer ainsi : on considère une économie où la répartition est donnée, en ce sens que chaque individu est caractérisé par les « services producteurs » dont il dispose. L'un a de la terre, l'autre du travail, l'autre une machine, celui-ci possède du bien, et celui-là a le sens de la gestion, etc. C'est absurde mais c'est bien cela la théorie micro-économique enseignée dans les écoles d'ingénieurs et les facultés d'économie, dans

la tradition de l'économiste Walras. Dans cette représentation de l'économie, les consommateurs consomment et les producteurs produisent. Les consommateurs, pas bêtes, cherchent à dépenser leur revenu de manière à obtenir le maximum de satisfaction. Quant aux producteurs, très compétents, ils s'arrangent pour produire de la manière la moins coûteuse possible : ils cherchent à maximiser leurs profits. Grâce aux marchés et aux prix qui s'y forment, tout ce petit monde échange ses services contre des marchandises, et la situation qui en résulte est un optimum, en ce sens que c'est la meilleure possible compte tenu des données du problème.

Si je gagne 8000 F par mois et que je les dépense rationnellement, c'est-à-dire en achetant plutôt les choses qui me plaisent et qui ne sont pas trop chères, je maximise ma satisfaction. Dans ces conditions, toute situation existante est un optimum, sauf comportement anormal. Bien sûr, si on m'augmentait à 10000 F, ma satisfaction pourrait devenir plus grande, mais ce ne serait plus un optimum au sens de Pareto, parce que, pour m'augmenter, il faudrait changer quelque part la situation d'un autre. Dans ces conditions, tout système permettant au consommateur de sélectionner son panier de consommation favori et au producteur de calculer au mieux ses coûts conduit à l'optimum et, dans un tel cadre théorique, le « capitalisme » comme le « socialisme » peuvent y arriver aussi bien l'un que l'autre. Certains, comme le prix Nobel Debreu pensent avoir démontré « scientifiquement » la « supériorité du socialisme », d'autres comme Oscar Lange [12] ont cherché au contraire à démontrer mathématiquement que les deux systèmes pouvaient, par des voies différentes, obtenir des résultats identiques.

Ce détour par l'économie néo-classique peut paraître inutile et fastidieux. Ce n'est pas le cas, pour plusieurs raisons. La première est qu'il faut quand même rappeler que la théorie économique qui fonde en principe la supériorité du capitalisme est à peu de choses près le tissu d'âneries résumé ci-dessus, qui vient achopper sur différents problèmes, qui n'en constituent au fond qu'un seul, celui de la reproduction sociale. D'où provient en effet la répartition initiale des services producteurs, la « dotation initiale de facteurs » dont on parle dans les manuels, qui en a décidé ? Comment peut-on considérer que ces questions ne font pas partie de l'économie ? Si on creuse un tantinet la question, on s'aperçoit que raisonner dans un cadre d'équilibre statique est trompeur et ne convient à la rigueur que pour une société immobile, où le rôle de chacun est fixé d'entrée et de manière immuable. Dans une société où la production permet un surplus, il faut raisonner en dynamique, et étudier comment la croissance de la production vient modifier le sort des uns et des autres. Quand il s'agit du capitalisme, c'est encore plus vrai, et l'on rencontre immédiatement l'accumulation du capital, processus courant et qui n'est pourtant pas vraiment assimilable par la théorie économique néo-classique. On met alors le doigt sur cette idée fondamentale : on ne peut comprendre le capitalisme qu'en examinant comment il se reproduit et comment il structure des classes. Dans le monde néo-classique les facteurs de production sont des dons du ciel : sur les berceaux des riches, les Dieux se sont penchés et leur ont apporté le capital, tandis que les malchanceux n'ont eue que du « facteur travail ».

La question n'est plus tellement la réalisation d'un équilibre à un moment donné du temps. Encore une fois, au sens que l'on donne à ce terme, toute situation instantanée est sauf exception un optimum. Mais tout change si l'on raisonne dans la durée. Et c'est cette distinction qu'il s'agit de bien établir car elle est présente à la racine d'un effet idéologique fondamental du capitalisme, à savoir l'hymne à la liberté du consommateur. Si j'ai 1000 F à dépenser, c'est vrai que les magasins m'offrent à un moment donné une offre illimitée. Je peux dépenser mon argent comme je veux et encore une fois, rien ne m'empêchant de le faire, j'obtiendrai un maximum de satisfaction, mais un maximum local. Sur plus longue période, toute la question est de savoir comment vont se modifier tous les micro-paramètres de cette situation : comment va évoluer mon salaire, comment va évoluer l'assortiment des produits qui me sont offerts ainsi que leurs prix, enfin que seront mes besoins demain. Toutes ces questions désignent les insuffisances majeures de la théorie dominante qui n'y répond pas vraiment. La matrice commune de ces questions renvoie à une seule idée : comment se reproduit la société dans laquelle je vis ?

Logique du profit, logique des besoins

Cela dépend en gros de toute une série de choix concernant l'investissement défini au sens large. Les progrès de la productivité qui fondent l'accroissement de la richesse des sociétés humaines ne s'appliquent pas de manière uniforme à l'ensemble des secteurs. Or, autant on peut admettre que le consommateur est « libre » de dépenser son revenu, autant il est démuné lorsqu'il s'agit de peser sur les choix et les orientations de la société. Deux critères de sélection sont disponibles : le critère du profit, le critère des besoins. Sous le capitalisme, c'est le premier qui domine, ce qui implique une faible capacité de contrôle de la part des travailleurs-consommateurs. L'investissement relève pour l'essentiel de décisions privées prises par les détenteurs des moyens de production, selon le critère du profit. Cela ne veut pas dire pour autant que les capitalistes peuvent produire n'importe quoi, et le vendre sans problème : c'est l'une des trouvailles de Marx d'avoir montré au contraire qu'il ne suffisait pas de produire la plus-value, mais qu'il fallait encore la transformer en argent sonnante et trébuchant, bref la réaliser. Cela n'est possible qu'en obéissant d'une certaine manière à la logique des besoins : pour vendre une marchandise, il faut que celle-ci ait une valeur d'usage, bref qu'elle corresponde à un besoin social. On ne saurait donc opposer un capitalisme producteur de valeurs d'échange sans utilité à un socialisme producteur de valeurs d'usage non marchandes. Les deux principes se combinent, mais celui des besoins est dominé sous le capitalisme.

Soyons plus explicites. Admettons qu'une société produise à un moment donné trois types de bien : des aliments, des maisons et des téléviseurs. On peut classer de deux manières ces différents biens. Selon leur rentabilité, ou plus exactement selon la dynamique probable de cette rentabilité : en vertu de ce critère, qui renvoie en grande partie aux gains de productivité possibles, ce sont les téléviseurs qui vont être privilégiés et c'est à cette branche que toute la machinerie sociale capitaliste va chercher à donner la priorité. Cela ne signifie pas que les entrepreneurs vont créer des besoins ex nihilo : il faut encore que les consommateurs aient envie d'acheter des téléviseurs qui d'une certaine manière répondent donc à un besoin, mais qui n'est pas forcément le plus intense, on y reviendra. Donc, le capital va s'accumuler plutôt dans l'industrie des téléviseurs, et c'est là que les progrès de productivité vont se réaliser le plus rapidement. Le prix relatif des téléviseurs va baisser, les mettant à la portée du plus grand nombre et ce mouvement de prix va renforcer le caractère prioritaire de cette branche. Dans le même temps, le prix du logement va avoir tendance à augmenter en termes relatifs, et ce sera donc, pour le plus grand nombre un besoin moins bien satisfait. Et la boucle se boucle quand l'inaccessibilité relative d'un meilleur logement suscite le besoin compensateur de télévision !

Nul jugement de valeur dans cette description, qui opposerait besoins nobles et besoins inférieurs. Mais on ne peut qu'être frappé par l'inégalité de développement dans les différents secteurs de l'activité humaine : que l'on compare seulement le luxe de la moindre succursale de banque, et l'espèce de misère qui préside au fonctionnement de nombreuses écoles. Que l'on applique cette grille de lecture à la réalité capitaliste, et l'on vérifiera aisément que la société dans son ensemble ne consacre pas le même effort à tous les besoins. La succursale de banque ou l'école maternelle sont deux manières d'allouer la richesse sociale, et force est de constater que le choix ne relève pas du « citoyen-consommateur ». On peut penser par ailleurs qu'il préférerait sans doute un décor plus simple pour son coffre, et un environnement plus stimulant pour ses enfants, mais la question pour l'instant n'est pas là : ce qui importe, c'est qu'il n'existe pas de moyen d'émettre un quelconque avis sur ce type de choix.

La domination de la logique du profit ne signifie donc pas que le capitalisme serait incapable de satisfaire les besoins humains, mais très exactement ceci : dans la liste des besoins à satisfaire, il sélectionne l'ordre dans lequel il y répondra en fonction de critères qui lui sont propres et qui échappent très largement au contrôle des « consommateurs ». Il y a des périodes où la correspondance fonctionne plus ou moins bien. Ainsi les années d'expansion de l'après-guerre ont par exemple été caractérisées par la diffusion de normes de consommation se déplaçant vers les secteurs à forte productivité, intéressants pour le capitalisme. L'automobile symbolise cette correspondance relativement harmonieuse que les régulationnistes ont baptisé « fordisme » : les ouvriers produisent plus de voitures avec plus de productivité, leur salaire augmente avec cette productivité, créant le pouvoir d'achat nécessaire à la vente de ce flot de voitures. Le développement de l'automobile imprime ensuite sa marque à l'ensemble de la société et à son

espace. Si l'automobile était restée un produit semi-artisanal, réservé en raison de son coût à une minorité privilégiée, le capitalisme aurait fonctionné de manière différente, et la voie suivie par le développement social aurait elle aussi été profondément différente. Le tort des régulationnistes est de penser que le capitalisme peut facilement établir périodiquement ce type de correspondance heureux : en réalité, le capitalisme ne dispose pas d'instrument lui permettant d'assurer la correspondance entre besoins historiques et possibilités technologiques. D'où l'échec du néo-fordisme et la tentation de renverser l'ordre des choses, et de refuser les besoins discordants par rapport à sa logique d'ensemble.

L'une des racines profondes de la crise actuelle réside justement dans l'inadéquation entre les aspirations des salariés et les produits sélectionnés par la logique capitaliste. Divers indicateurs portant aussi bien sur les modes de consommation effectifs ou souhaités montrent que les structures de consommation se déplacent vers des produits peu susceptibles de gains de productivité. Prenons l'exemple des dépenses de santé et d'éducation : toutes les politiques dites d'ajustement structurel consistent à réduire autant que faire se peut ce type de dépenses. Quand un ouvrier cherche à se soigner ou à obtenir pour ses enfants un enseignement correct, on lui rétorque que le poids des prélèvements obligatoires est insupportable, qu'il vit au-dessus de ses moyens. Mais si le même ouvrier change de voiture, on se félicite de voir la demande reprendre. Tous les besoins ne sont donc pas égaux dans le capitalisme. Certains sont plus difficiles à satisfaire que d'autres ; certains produits n'existent tout simplement pas, parce que la recherche n'a pas mis le paquet sur tel besoin. Le consommateur paie toute une série de faux frais, de dépenses commerciales, liées à la concurrence (ce n'est pas simplement la publicité) et achète en fait des biens qu'il n'a jamais demandé.

Le socialisme ou la logique des besoins

La supériorité du socialisme ne peut résider finalement que dans le rôle dominant donné à la logique des besoins. Le modèle pourrait être le suivant : il faut, et c'est la pièce maîtresse, que la société exprime directement ses préférences quant à l'allocation de l'effort d'investissement. Cette fois le besoin n'est plus seulement une condition vide de contenu garantissant la réalisation de la valeur : l'intensité du besoin définit une hiérarchie qui doit être respectée. L'économiste soviétique Kantorovitch [11] a bien systématisé cette logique en termes mathématiques. Le fonctionnement de la société socialiste est ainsi formalisé : il faut produire, compte tenu des ressources disponibles, la plus grande quantité de marchandises selon des proportions qui sont fixées directement par la société. On a trop souvent assimilé cette présentation à celle d'Oscar Lange, mais sans doute à tort. La grande différence réside en effet dans le fait que le programme analogue dans le cas du capitalisme admet pour objectif la maximisation du profit, et que la proportion dans laquelle sont produits les différents biens sont un sous-produit, et non une contrainte, du processus de maximisation.

De ce qui précède, il ressort que la différence essentielle entre capitalisme et socialisme réside dans le mode d'allocation des ressources, notamment en ce qui concerne l'orientation de l'accumulation. Le calcul économique revêt une signification différente dans l'une et l'autre de ces sociétés : sous le capitalisme, c'est l'exigence de maximisation du profit qui détermine vers quels secteurs l'économie va porter l'effort d'investissement : les priorités du développement social sont des contraintes pour ce calcul économique. Le socialisme se définit au contraire comme la maîtrise exercée par l'ensemble de la société sur ses propres ses priorités, auxquelles le calcul économique est désormais subordonné. Preobrajensky a particulièrement insisté sur ce basculement : *« Avec la disparition de la loi de la valeur dans le domaine de la réalité économique disparaît également la vieille économie politique. Une nouvelle science occupe maintenant sa place, la science de la prévision de la nécessité économique en économie organisée, la science qui vise à obtenir ce qui est nécessaire de la manière la plus rationnelle. C'est une science tout autre, c'est la technologie sociale, la science de la production organisée, du travail organisé, la science d'un système de rapports de production où les régulations de la vie économique se manifestent sous de nouvelles formes, où il n'y a plus « objectivation » des relations humaines, où le fétichisme de la marchandise disparaît avec la marchandise »* [17].

La démocratie ouvrière, principe de régulation de l'économie socialiste

La présentation de Kantorovitch a l'intérêt de bien mettre en valeur la dissociation que suppose le mode de fonctionnement de l'économie socialiste. Ses objectifs sont déterminés en quelque sorte extra-économiquement, par opposition aux lois du marché capitaliste qui, en même temps qu'elles en assurent la régulation, modèlent ses propres fins, selon un processus qui n'est pas socialement maîtrisé.

Mais cette dissociation repose sur ce que l'on pourrait appeler l'hypothèse de la démocratie socialiste : pour fonctionner selon cette logique supérieure, la société doit s'être donné les moyens d'objectiver ses propres choix collectifs à travers un plan démocratiquement établi, faute de quoi le calcul économique va en somme fonctionner sur des données fausses. L'échec économique des pays de l'Est renvoie fondamentalement au fait que l'on y a supprimé ce qui permet au capitalisme de fonctionner sans mettre en place ce qui est la condition nécessaire d'existence du socialisme, à savoir la démocratie ouvrière : « *La planification bureaucratiquement centralisée a donc supprimé les rapports sociaux sous-jacents au marché généralisé, capitaliste. Mais elle ne les a pas remplacé par des rapports sociaux socialistes : il n'y a aucun contrôle des « producteurs associés » sur les choix de production, il n'y a pas de démocratie économique et politique sur les grands choix* » [18].

Face à un capitalisme dont la reproduction s'effectue au prix d'une irrationalité et d'injustices croissantes, et qui tend ainsi vers une forme (moderne ?) de barbarie, l'une des tâches des communistes est aujourd'hui de redessiner, sur le socle des limites objectives du système capitaliste, la perspective d'un socialisme authentique. Car ce dernier ne naîtra pas spontanément des convulsions par ailleurs prévisibles de l'économie capitaliste mondiale : il devra être le produit d'un projet conscient de l'humanité.

Références

- [1] M.Aglietta, *Régulations et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy, 1976.
- [2] M.Aglietta & A.Brender, *Les métamorphoses de la société salariale*, Calmann-Lévy, 1984.
- [3] J.Attali, *La nouvelle économie française*, Flammarion, 1978.
- [4] R.Boyer & J.Mistral « Le temps présent : la crise », *Les Annales*, Novembre 1983.
- [5] C.Barsoc, *Les lendemains de la crise*, La Brèche, 1984.
- [6] C.Barsoc, « Fin de crise ? », *Critique communiste* n°93, Février 1990.
- [7] B.Coriat, *L'atelier et le robot*, Christian Bourgois, 1990.
- [8] M.Durand, « La crise est un long fleuve tranquille », *Critique communiste* n°82, Février 1989.
- [9] A.Gorz, *Les chemins du Paradis*, Galilée, 1983.
- [10] A.Gorz, *Métamorphoses du salariat*, Galilée, 1988.
- [11] L.V.Kantorovitch, *Calcul économique et utilisation des ressources*, Dunod, 1963.
- [12] O.Lange, « On the economic theory of socialism », in A.Nove & D.M.Nuti, *Socialist economics*, Penguin Books, 1972.
- [13] Insee, « Consommation en hausse, mais pas pour tous », *Insee Première* n°62, Avril 1990.
- [14] T.R.Malthus, *Principes d'économie politique*, Calmann-Lévy, 1969.
- [15] K.Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Anthropos, 1968.
- [16] K.Marx, *Théories sur la plus-value*, Editions Sociales, 1976.
- [17] E.Preobrajensky, *La nouvelle économie*, EDI, 1966.
- [18] C.Samary, *Plan, marché et démocratie. L'expérience des pays dits socialistes*, Cahiers d'études et de recherche, IIRF, 1988.
- [19] A.Sauvy, *Le Monde*, 14 Avril 1983.
- [20] L.Thurow, « American Mirage : A Post-Industrial Economy ? », *Current History*, January 1989.
- [21] A.Vernholes, *Le Monde*, 16 Mai 1990.